Jeudi 07 juin 2018

Communiqué de presse

À l'appel de l'intersyndicale (SNES-FSU, SE-UNSA, Sgen-CFDT, CGT Éducation, SNFOLC, Sud éducation, SNPTES), des délégations de Psy-ÉN et DCIO, des personnels administratifs en CIO, des enseignants, des personnels de l'ONISEP se sont retrouvés à Paris en Assemblée générale pour la défense du service public d'orientation de l'Éducation nationale contre la fermeture des CIO et le transfert des DRONISEP aux régions.

L'AG a regroupé plus de 500 personnels. Elle a été suivie d'une manifestation rassemblant 1 200 collègues essentiellement Psy-ÉN soit plus d'un tiers du corps mais également de personnels administratifs et de l'ONISEP. Cette mobilisation remarquable traduit à la fois l'inquiétude des personnels et leur détermination pour empêcher la mise en place de ces projets.

Une délégation de l'intersyndicale a été reçue par la conseillère sociale. Même si la conseillère sociale n'affirme plus la fermeture de tous les CIO, ni la nomination systématique des Psy-ÉN en EPLE, elle a assuré que tous les Psy-ÉN resteraient dans l' ÉN et que des discussions allaient s'engager pendant une année sur l'évolution des services.

En revanche, elle confirme le schéma de transfert des DRONISEP aux régions sans apporter aucune réponse sur le fond ni sur les modalités du transfert prévu pour le 1er janvier 2019. Deux missions seront mises en place. L'une pour définir les nouvelles modalités de fonctionnement de l'ONISEP, l'autre pour réécrire la convention définissant la répartition des compétences entre Etat et région.

L'intersyndicale (SNES-FSU, SE-UNSA, Sgen-CFDT, CGT Éducation, SNFOLC, Sud éducation, SNPTES) réaffirme leur opposition aux projets du ministère et se prononce :

- **Pour l'abandon du transfert aux régions prévu à l'article 10 du projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » et pour le maintien des DRONISEP de leurs personnels, des Psy-ÉN, des DCIO au sein de l'Éducation nationale.**
- **Pour le maintien de tout le réseau des CIO, service public d'orientation de l'Éducation Nationale de proximité.**
- **Contre la remise en cause du statut et des missions des psychologues de l'éducation nationale « Éducation, Développement, Conseil en Orientation Scolaire et Professionnelle », et de leur affectation dans les CIO.**
- **Pour une augmentation significative des recrutements permettant une réduction des effectifs pris en charge.**

Elle appelle les personnels à poursuivre la mobilisation au niveau académique et notamment le 11 juin, jour de l'examen du projet de loi à l'assemblée nationale.

Elle appelle à amplifier la mobilisation auprès de tous les personnels du service public de l'éducation nationale, et soutiendra les actions décidées collectivement dans les académies Elle appellera à un nouveau temps fort d'ici la fin de l'année scolaire.

D'autres organisations syndicales soutiennent ce CP : SNASUB-FSU, SPASEEN FO, A&I UNSA